

## **Pour une écologie locale et citoyenne!**

*Motion présentée devant le Conseil National des Jeunes Démocrates  
Réuni le 26 septembre 2015 à Guidel*

L'impact de l'activité humaine sur le changement climatique est incontestable et avéré. A la faveur du développement des économies mondiales, la consommation en énergie de tous types a atteint des proportions extraordinaires, entraînant un cercle de croissance vertueux en même temps qu'une exploitation intensive de nos ressources. En l'espace d'un siècle, nous avons consommé les deux tiers du CO2 qu'il nous est encore possible d'émettre pour espérer limiter l'augmentation de la température à 2°C d'ici la fin du siècle. L'une des conséquences de cette augmentation de température serait une hausse du niveau de la mer de l'ordre de 2 mètres, entraînant le déplacement de 160 millions de personnes à travers le monde.

En 2015, le pétrole reste la première source d'énergie et représente plus de 40 % de la consommation énergétique mondiale. De la même façon, et contrairement aux idées reçues, la demande de charbon ne cesse d'augmenter principalement sous l'impulsion de la Chine.

Au sommet pour la Terre de Rio en 1992, une déclaration a développé pour la première fois la notion de développement durable, c'est-à-dire de lien entre l'homme et la nature. A cette occasion, un programme d'actions pour le 21<sup>ème</sup> siècle a été défini et formule plus de 2500 recommandations pour mettre en œuvre une politique de développement durable à l'échelle de la planète.

En 1997, un accord international, le protocole de Kyoto, a été signé pour mettre en œuvre une politique de réduction des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Visant à une réduction de 5% par rapport à 1990, ce protocole n'entrera en vigueur qu'en 2005. 10 ans plus tard, seuls quelques pays européens ont respectés ces objectifs et les émissions de gaz à effet de serre se sont poursuivies à un rythme soutenu.

On estime aujourd'hui les investissements nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à 1600 milliards de dollars par an.

*Le constat est clair : au cours des dernières décennies, nous avons bâti une économie qui repose essentiellement sur le gaspillage et des consommations inutiles. Nos sociétés sont trop dépendantes des énergies fossiles dont nous savons qu'elles ne sont pas renouvelables et qu'elles accélèrent considérablement les dérèglements climatiques que nous connaissons aujourd'hui.*

**Face à cette montagne, que peut-on faire ? Nier l'évidence et poursuivre sur la voie d'une exploitation aveugle de nos ressources ?**

Ou bien accepter de changer, car chaque décision que nous ne prenons pas en ce sens est une hypothèque de plus sur le dos des générations futures. Car la mutation que nous connaissons est une étape, irréversible, vers un autre modèle, plus respectueux de l'homme et de la nature, qu'il nous reste à inventer et à bâtir. C'est à une production et à une consommation plus durables, à un meilleur respect des ressources, à la lutte contre le réchauffement climatique que nous devons nous atteler.

## **L'Europe doit montrer l'exemple**

La France et l'Europe doivent être pionnière en la matière, et s'engager dans le cadre de la COP21 en faveur de propositions fortes, concertées et équitables qui réunissent un nombre significatif de pays, y compris les « pays en développement », acteurs indispensables de cette lutte. Il est illusoire de croire que les défis auxquels nous faisons face puissent être relevés sans un partenariat pérenne avec eux.

Ce qui passe en premier lieu par l'adoption de l'objectif de 30% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, mais aussi en mettant en place des mesures qui permettront de porter la part des énergies renouvelables que sont le solaire et l'éolien à un tiers de notre production énergétique. Dans ce domaine, la France dispose de nombreux atouts.

Il s'agit par ailleurs d'agir sur la performance environnementale des bâtiments, neufs et anciens, pour une meilleure gestion de notre consommation et d'accompagner le tri et le recyclage des déchets. De manière générale, il est de notre responsabilité de donner toute sa place à une économie plus vertueuse, qui privilégie la réutilisation, le partage plutôt que le gaspillage.

Réinventer notre modèle agricole, aujourd'hui en proie à de grandes difficultés, rapprocher les lieux de production des lieux de consommation en privilégiant des produits de qualité. Préserver notre santé et notre environnement en réduisant significativement l'utilisation de pesticides et en maintenant le moratoire sur les cultures OGM. Investir dans les entreprises, les technologies porteuses d'améliorations et d'économies pour notre quotidien.

## **La solution c'est nous !**

Les chantiers sont immenses, mais dans bien des domaines ce changement est déjà en marche : partout dans le monde, partout en France naissent des idées et des projets qui mettent en œuvre cette transition. Les collectivités locales y participent et doivent être des partenaires, des moteurs de ces initiatives. Car c'est dans les territoires, dans les villes, dans les quartiers, que de petits groupes de citoyens se rassemblent et inventent des alternatives au système actuel. Elles sont fondées sur la volonté d'autonomie, de renouveau et de liberté. En marge des négociations internationales, ces énergies sont les visages les plus clairs, les applications les plus concrètes du changement auquel nous sommes nombreux à aspirer.

*Il nous revient, en tant que démocrates, en tant que citoyens, de défendre ces réalisations, ces projets ainsi que celles et ceux qui les portent. Il nous revient de les débattre ensemble et de les partager avec le plus grand nombre. Il nous revient d'affirmer enfin que chaque citoyen porte en lui la possibilité autant que la responsabilité de faire émerger un modèle de société plus écologique, plus respectueux de l'homme et de la nature, plus stable et plus intelligent. A nous de l'incarner !*